

La présidente (Maury Pasquier Liliane, présidente): Nous passons donc au vote final sur l'arrêté fédéral 1.

1. Bundesbeschluss über die Volksinitiative «Ja zu fairen Mieten»

1. Arrêté fédéral relatif à l'initiative populaire «pour des loyers loyaux»

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif: Beilage – Annexe 99.076/1898)

Für Annahme des Entwurfes 102 Stimmen

Dagegen 60 Stimmen

01.060

Zivildienstgesetz. Revision

Loi sur le service civil. Révision

Erstrat – Premier Conseil

Botschaft des Bundesrates 21.09.01 (BBl 2001 6127)

Message du Conseil fédéral 21.09.01 (FF 2001 5819)

Nationalrat/Conseil national 12.03.02 (Erstrat – Premier Conseil)

Antrag der Kommission

Mehrheit

Eintreten

Minderheit

(Schlüer, Borer, Freund, Oehrli, Wasserfallen, Zäch)

Nichteintreten

Antrag Wiederkehr

Rückweisung an die Kommission

mit dem Auftrag, den Tatbeweis bei der Zulassung zum Zivildienst prioritär zu gewichten.

Proposition de la commission

Majorité

Entrer en matière

Minorité

(Schlüer, Borer, Freund, Oehrli, Wasserfallen, Zäch)

Ne pas entrer en matière

Proposition Wiederkehr

Renvoi à la commission

avec mandat d'accorder la priorité à la preuve par l'acte pour l'admission au service civil.

Tschuppert Karl (R, LU), für die Kommission: Das Bundesgesetz über den zivilen Ersatzdienst, welches auf den 1. Oktober 1996 in Kraft getreten ist, ist in seiner Konzeption eng mit den entsprechenden Regelungen des Militärgesetzes verbunden. Anpassungen, welche sich im Rahmen des Reformprojektes «Armee XXI» betreffend das Militärgesetz ergeben, haben deshalb auch auf den Zivildienst Auswirkungen. Der vorliegende Entwurf zur Revision des Zivildienstgesetzes nimmt zum einen die deswegen bedingten Anpassungen vor. Andererseits wird, nachdem nun während rund fünf Jahren Erfahrungen mit der gänzlich neuen Regelung des Zivildienstes gesammelt werden konnten, eine Reihe von Optimierungen betreffend den Vollzug vorgeschlagen. Lehren aus bisherigen Erfahrungen sollen ins Gesetz geschrieben werden.

Wesentlich ist Folgendes: Der Verfassungsgrundsatz der allgemeinen Wehrpflicht wird nicht angetastet. Der Militärdienst stellt die Regel, der zivile Ersatzdienst die Ausnahme dar. Das Vollzugskonzept soll beibehalten werden, und dessen Eckwerte werden nicht infrage gestellt. Es sind dies: Gewissensgründe als Zulassungsvoraussetzung, die Prüfung

derselben in einer persönlichen Anhörung, die Erbringung einer Arbeitsleistung im öffentlichen Interesse ausserhalb der Armee und eine längere Dauer als diejenige des Militärdienstes.

Neu sollen im Zivildienstgesetz Wirkungsziele festgelegt werden. Wenn der Staat von seinen Bürgern verlangt, dass sie einen Dienst erbringen, soll dieser in Zusammenhang mit den Zielen und Aufgaben dieses Staates stehen und Bedürfnissen dienen, deren Erfüllung im öffentlichen Interesse liegt und die anders nicht befriedigt werden können.

Die Dauer der Zivildienstleistungen und die Altersgrenzen werden an die im Militärdienst künftig geltenden Regeln angepasst. Gleichzeitig soll aber der Faktor, der die Dauer der Zivildienstleistungen festlegt, herabgesetzt werden. Letztlich werden die Zulassungsvoraussetzungen, welche die Zulassungsbehörden in der Praxis erarbeitet haben, neu ins Zivildienstgesetz aufgenommen.

Damit werden die Beurteilungskriterien transparenter, und eine klare Rechtsgrundlage erleichtert auch eine einheitliche Praxis. Die Neuregelung soll gleichzeitig mit dem revidierten Militärgesetz in Kraft treten.

Die Sicherheitspolitische Kommission hat die Vorlage an ihrer Sitzung vom 22. und 23. Oktober 2001 beraten. Dabei gingen die Meinungen zwischen links und rechts, wie üblich in solchen Fragen, ziemlich weit auseinander. Die eine Seite behauptete, es sei überhaupt kein Handlungsbedarf für die Revision vorhanden, und die andere Seite behauptete, die Revision ginge viel zu wenig weit. Wir haben in der Folge mit 14 zu 6 Stimmen beschlossen, auf die Vorlage einzutreten. Ich bitte Sie namens der Kommissionsmehrheit, auf die Vorlage einzutreten und den Nichteintretensantrag der Minderheit Schlüer abzulehnen.

Eggly Jacques-Simon (L, GE), pour la commission: La Commission de la politique de sécurité a examiné le message lors de ses séances des 22 et 23 octobre 2001. Ses considérations, dans ce débat d'entrée en matière, sont les suivantes.

Situation de base. La loi sur le service civil est entrée en vigueur il y a déjà plus de cinq ans, le 1er octobre 1996. L'importance et l'utilité de cette loi ne sont aujourd'hui plus mises en doute. Au travers de la révision proposée par le Conseil fédéral, on ne modifie en rien la conception du service civil. Il ne s'agit donc pas aujourd'hui d'une révolution. Le service civil fera toujours partie de l'obligation de servir. Il reste un service de remplacement pour des personnes pouvant justifier un conflit de conscience. Il n'est pas question d'introduire le libre choix. Le service civil n'est pas ouvert aux personnes déclarées inaptes au service.

La révision proposée ne remet nullement en cause les cinq principes fondamentaux du service civil. L'accès au service civil n'est possible que pour les personnes qui ne peuvent pas concilier le service militaire et leur conscience. L'examen de ce conflit de conscience se base sur une note écrite, rédigée par le requérant et examinée en principe, au surplus, lors d'une audition. Le travail qui est fourni par une personne effectuant son service civil doit être effectué dans l'intérêt de la collectivité et en dehors de l'armée. Cela n'est donc pas un service qui est en quelque sorte incorporé dans l'armée. C'est d'ailleurs probablement une des raisons pour lesquelles c'est M. Couchepin qui représente le gouvernement, et pas M. Schmid. La durée du service civil est supérieure à celle du service militaire. Lors de l'accomplissement de leur service civil ou militaire, les personnes sont traitées de manière égale.

Les principaux points du projet de révision sont les suivants. D'abord, on précise les conditions d'admission. Les personnes astreintes au service militaire ne sont admises au service civil que lorsqu'elles exposent de manière crédible qu'elles ne peuvent pas concilier un service militaire avec leur conscience. Jusqu'à ce jour, la loi ne disait pas ce qu'il fallait entendre par la notion de conscience, ni quand un conflit de conscience était exposé de manière crédible. A propos de cette question précise, les autorités d'admission ont mis en place une pratique de critères uniformes et cette

pratique peut aujourd'hui être ancrée dans la loi. Ce faisant, les critères d'appréciation seront plus transparents et une base juridique plus claire facilitera aussi une jurisprudence plus uniforme. Encore une fois, c'est donc une clarification et non pas un virage, qui vous est proposée.

Définition d'objectifs à atteindre. Un changement conceptuel est apporté au travers de cette révision. Au début, on a créé une loi pour éviter d'envoyer les objecteurs de conscience en prison. Lors de leur engagement, on a essayé de leur trouver une occupation plus ou moins sensée. Entre-temps, ce sont plus de 10 000 personnes qui se sont vu astreintes au service civil. La révision prévoit de fixer des objectifs au service civil afin que les personnes astreintes soient engagées de manière précise et ciblée. Le service civil reste un service de remplacement, mais devient intégré dans un système national de coopération en matière de sécurité; donc, il n'est pas incorporé dans la défense au sens strict.

Le projet de loi propose une redéfinition du catalogue des domaines d'activité possibles, permettant la mise sur pied de programmes prioritaires. Il y a aussi des précisions concernant le dépôt de la demande. Et puis, et c'est là un des points chauds de notre débat, on propose une diminution de la durée du service civil. Le facteur par lequel on multiplie le nombre de jours de service militaire non encore accomplis pour déterminer le nombre de jours de service civil à accomplir passera désormais de 1,5 à 1,3. Alors, vous verrez qu'il y a ceux qui veulent en rester à 1,5 et puis ceux qui veulent en venir à 1, c'est-à-dire à la même durée que le service militaire.

On a aussi comme propositions un élargissement des possibilités de formation, une suppression de la commission de reconnaissance, qui proposait que certaines institutions soient reconnues comme pouvant employer des personnes astreintes au service civil.

Les arguments en faveur de l'entrée en matière sont des arguments qui vont d'eux-mêmes. Le service civil est une institution récente. C'est une institution qui fonctionne bien, mais les premières expériences faites ont démontré la nécessité d'améliorer l'instrument sur certains points. Ces expériences doivent donc être intégrées dans la loi.

La réforme de la législation militaire liée à la réforme «Armée XXI» rend nécessaire une adaptation de la loi sur le service civil, puisque les deux éléments sont étroitement liés, font partie de l'obligation de servir. C'est ça le point central, c'est l'obligation de servir.

Questions du recrutement. Le transfert du service civil à la protection civile sera supprimé. Et puis il faut également adapter la limite d'âge. On avait d'ailleurs une série d'interventions parlementaires qui demandaient un projet tel qu'il vous est présenté.

La révision propose des améliorations pratiques et ne remet pas en cause les principes fondamentaux du service civil. Les points de la révision apportent des améliorations que la majorité de la commission estime utiles, notamment des améliorations dans la procédure d'admission qui faciliteront sa mise en oeuvre. C'est la raison pour laquelle la majorité vous soumet ce projet. La minorité vous expliquera quels sont ses arguments contre l'entrée en matière.

A noter, pour terminer, que la commission a rejeté, par 13 voix contre 7, une proposition de renvoi au Conseil fédéral, qui voulait geler la révision jusqu'à ce que la réforme «Armée XXI» soit faite.

De manière générale, la majorité de la commission vous propose d'adopter le projet de révision tel que le présente le Conseil fédéral, c'est-à-dire sans modifications importantes. Les différentes propositions de minorité sont de deux ordres: soit elles se réclament d'une autre conception de la politique de sécurité où le service militaire s'inscrirait dans une idée de libre choix – la majorité de la commission ne veut pas ouvrir la porte au libre choix –, soit elles reflètent le vœu de ne rien changer à la loi actuelle, malgré certaines lacunes constatées. La majorité estime que des changements sont nécessaires.

On a aussi reçu toute une série de propositions qui n'ont pas été discutées en commission, ce qui va poser quelques pro-

blèmes aux rapporteurs. Nous verrons comment nous nous débrouillerons.

Pour finir, la commission vous propose, par 14 voix contre 6, d'entrer en matière.

Schluer Ulrich (V, ZH): Warum findet diese Debatte eigentlich vor nahezu leerem Saal statt? Die Antwort ist einfach: Es wird in diesem Gesetz nichts geregelt, was zu regeln wäre. Der Zivildienst funktioniert. Er funktioniert gut. Es gab gewisse Anlaufschwierigkeiten, bis alle, die sich gemeldet hatten, zügig eingeteilt werden konnten. Diese Anlaufschwierigkeiten sind überwunden. Es ist überhaupt kein offenes Problem vorhanden. Deshalb interessiert sich auch niemand für diese Vorlage. Die jämmerliche Präsenz in diesem Saal ist das schlagende Zeugnis dafür, was es bezüglich Zivildienst eigentlich zu regeln gibt: nichts!

Wir haben im Volk einen Konsens. Die beiden Kommissionssprecher haben es bestätigt: Der Zivildienst funktioniert, es gibt kaum Beanstandungen, kaum Reklamationen. Und jetzt mutet man uns zu, ein neues Gesetz zu machen, nur damit die Gesetzesmaschinerie am Laufen gehalten wird. Es besteht kein Bedarf für ein neues Gesetz. Es sei denn, und das ist ja das Besondere an dieser Debatte, dass jetzt, in letzter Minute, Antrag um Antrag hereinflattert – zum Teil sogar von Kommissionsmitgliedern –, damit soll der bestehende Konsens hintenherum ausgehebelt werden. Dieser Vorgang läuft jetzt ab.

In der Kommission wurden diese Anträge nicht gestellt. Da muss ich Ihnen sagen: Wenn Sie seriöse Politik machen wollen, dürfen Sie auf diese Anträge und die dahinter stehende Absicht nicht eintreten.

Neues will eigentlich nur die Verwaltung. Ihr gefällt es offenbar nicht, nur dazu da zu sein, für solche, die aus Gründen, die sie jeweils erläutern, den Militärdienst nicht leisten wollen, eine Ersatzlösung anzubieten. Die Verwaltung will einen Dienst eigener Qualität, quasi einen neuen staatlichen Sozialapparat, aufbauen, der unabhängig von der Verweigerung des Militärdienstes gedeihen soll. Das steht hinter den Absichten der Verwaltung. Dafür ist schlicht und einfach kein Bedarf vorhanden. Das Zivildienstproblem ist – übrigens in mehreren Volksabstimmungen – einer Lösung zugeführt worden. Diese Lösung hält, wir müssen daran nichts ändern. Wenn Sie die Botschaft genau lesen, dann finden Sie alsbald einige interessante Neuerungsansätze. Zum Beispiel in Bezug auf das neue, dreitägige Aushebungsverfahren, mit dem man in Zukunft die Bedürfnisse von Auszuhebenden besser erfassen will.

Was schlagen uns dazu die Zivildienstler vor? Sie schlagen jetzt vor, dass vorgängig der dreitägigen Aushebung noch eine Art Schnuppertag eingeführt werden müsse, damit Interessenten für den Zivildienst vorher einmal erfahren könnten, was das Zivildienstangebot sei: Solches hat man in Volksabstimmungen nie beschlossen. Die Absicht ist unerwünscht; sie hat keine Grundlage in der Verfassung, sie hat keine Grundlage in einem Entscheid des Souveräns. Deshalb müssen wir dafür auch keine gesetzliche Grundlage schaffen.

Ich richte mich zum Schluss – und das ist etwas frustrierend – an die Abwesenden in diesem Saal: Es gibt ja Leute, die kümmern sich gelegentlich auch einmal um die Finanzen in diesem Staat; sie sind jetzt nicht geschlossen anwesend, aber vielleicht können sie durch Fraktionskollegen noch auf Folgendes aufmerksam gemacht werden: Haben Sie einmal im Budget verfolgt, was für eine Entwicklung die Ausgaben des Zivildienstes durchlaufen? Im Jahre 2000 wurden 5,8 Millionen Franken ausgegeben, im Jahre 2001 waren es 10,2 Millionen Franken. Das ist eine Steigerung von sage und schreibe 73 Prozent in einem einzigen Jahr – wobei es nicht 73 Prozent mehr Dienstverweigerer gab, die betreut werden mussten. Für das Jahr 2002 ist man bei 12,2 Millionen Franken angelangt. Das bedeutet eine Kostensteigerung innerhalb zweier Jahre von mehr als 100 Prozent! Das präsentiert uns die Verwaltung. Wenn Sie das schlucken wollen, so können Sie das machen, aber dann sagen Sie nie

mehr, aber wirklich nie mehr, Sie verfügten noch über ein finanzielles Gewissen. Über 100 Prozent Kostensteigerung in zwei Jahren, ohne dass irgendein gravierendes Problem gelöst werden müsste, das lässt sich doch schlicht und einfach nicht rechtfertigen!

Ich appelliere hier an die Bürgerlichen: Wenn es noch so etwas wie ein bürgerliches Gewissen den Finanzen gegenüber gibt, dann dürfen Sie hier nicht zustimmen. Dann dürfen Sie einer solchen Entwicklung nicht freien Lauf lassen. Zumal Sie sich darauf berufen können: Wir stehen auf dem Boden, den der Souverän geschaffen hat, und weit und breit fehlen Probleme.

Wir schaffen nicht Gesetze für die Verwaltung, wir schaffen Gesetze, um Probleme zu lösen, wo die Öffentlichkeit eine Lösung erwartet. Die Probleme, welche die Öffentlichkeit früher wahrnahm, sind gelöst, sogar gut gelöst. Es gibt praktisch keine Reklamationen. Bleiben Sie bei der Ordnung, die jetzt zur Zufriedenheit aller besteht.

In diesem Sinne bitte ich Sie, auf diese Vorlage nicht einzutreten.

Wiederkehr (E, ZH): Letztes Jahr kamen rund 11 000 junge Männer auf dem «blauen Weg» vom Militärdienst weg. Letztes Jahr brach zusätzlich etwa ein Viertel der jungen Männer die RS vorzeitig ab. Es gibt ein paar wenige Hundert junger Männer, die bereit sind, anstelle eines Militärdienstes einen Zivildienst zu leisten. Sie müssen mit umfangreichen Prozeduren beweisen, dass sowie wann und auf welchem Weg sie in ihren bisherigen 18 Lebensjahren zur Gewissheit gekommen sind, keinen Militärdienst leisten zu wollen.

Viele junge Männer sind nicht so eloquent, dass ihnen die erwartete Beweisführung für den Gewissenskonflikt in der Prüfung vor einer Kommission gelingt. Andere wollen schlicht und einfach ehrlich bleiben und fallen dann durch die Maschen. Die schlaueren jungen Männer haben aber schon längst gemerkt, wie man das anstellen und sich vorbereiten muss und welche «Show» man abziehen muss, um die Gewissensprüfung vor der Kommission zu bestehen.

Diese Gewissensprüfung, wie sie heute besteht, lässt ausser Acht, dass eine wachsende Zahl von jungen Männern die Ursachen und Gründe für Kriege, Konflikte und Terrorismus – besonders nach dem 11. September 2001 – erkannt hat. Sie möchten einen Dienst im In- oder Ausland an der Gemeinschaft leisten, der präventive Wirkung hat, d. h., der Konflikte gar nicht entstehen lässt. Sie möchten nicht einen Dienst leisten, wo man Abwehrmechanismen trainiert für den Fall, dass der Konflikt oder der Krieg bereits ausgebrochen ist.

Deshalb sind wir zusammen mit einer grösseren Gruppe der Meinung – wir haben das mit den Jugendverbänden diskutiert, deshalb finden Sie eine Empfehlung der Jugendverbände auf Ihrem Pult –, dass die Werthaltung derer, die einen anderen Dienst als den Militärdienst an der Gemeinschaft leisten wollen, durch die Tat bewiesen werden soll. Es gibt jetzt natürlich Leute, die sagen, der Tatbeweis sei alleine schon dadurch gegeben, dass jemand bereit sei, 1,3- oder 1,5-mal so lange Dienst zu leisten, wie jemand, der eben den Militärdienst absolviert.

Mit dem Tatbeweis soll auch der Nachweis von besonderem Engagement für die Gemeinschaft verlangt werden. Aber es soll nicht mehr verlangt werden, dass sich die Leute vor einer Kommission praktisch nackt bis auf die Unterhosen ausziehen und eine eigentliche Gehirnwäsche durchstehen müssen, eine Gewissensprüfung, die recht eigentlich unwürdig ist. Ich könnte Ihnen vorlesen, was jetzt bei der Gewissensprüfung verlangt wird: Wie soll ein 18-Jähriger aufzeigen können, wann und wie welche Entwicklung ihn dazu gebracht hat, als 18-Jähriger letztlich einen anderen Dienst leisten zu wollen als den Militärdienst? Er kann vielleicht sagen: Ich habe mit 12 oder 13 Jahren gesehen, dass mein Vater immer völlig «besoffen» aus dem WK heimgekommen ist. Deshalb möchte ich keinen Militärdienst leisten.

Ist das eine Gewissensprüfung? Man kann sagen, was man will; es ist schliesslich wahrscheinlich nicht ehrlich. Ich bedaure die Leute, die aufgrund von solchen Gewissensprüfungen Entscheide zu treffen haben.

Folgendes kommt dazu: Wir hatten in der Kommission heftige Diskussionen. Denn die so genannten Fundamentalisten sagten: Der Tatbeweis ist bereits erbracht, wenn jemand aufzeigt, dass er bereit ist, 1,3- oder 1,5-mal so viel Dienst zu leisten wie ein normaler Soldat. Die anderen sagten: Das genügt uns absolut nicht, das ist auch nicht verfassungskonform; es muss noch etwas hinzukommen, eben die Gewissensprüfung. Wir haben uns dann gesagt, dass wir einen mittleren Weg gehen möchten, den ich im Moment nicht erläutern möchte. Das ist die Lösung, die wir mit den Jugendverbänden ausgehandelt haben.

Dazu kommt ferner, dass Herr Zäch die Motion 01.3263 eingereicht hat, mit der er verlangt, es solle ein Sozialjahr eingeführt werden. Denn auch ihn stört es, dass jedes Jahr 11 000 Leute auf dem «blauen Weg» einfach vom Militärdienst wegkommen. Die Ungerechtigkeit, dass die einen Militärdienst leisten müssen und die anderen, aus welchen Gründen auch immer, wegkommen, soll damit eliminiert werden. Siehe da, der Bundesrat ist bereit, die Frage in dem Sinne zu prüfen, indem er den Vorstoss als Postulat entgegennehmen will. Ich zitiere den Bundesrat: «Der Bundesrat hält diesen Vorschlag grundsätzlich für prüfenswert. Er geht davon aus, dass die Leistung eines Sozialjahres als Ersatz für das Bezahlen des Wehrpflichtersatzes von militärdienstuntauglichen Schweizer Bürgern gedacht ist.»

Wenn man also diesen Weg schon gehen will, dass man sich überlegt, dass sich in Zukunft ohnehin vieles ändern wird, dann sollte man doch den Mut haben, die Vorlage an die Kommission zurückzuweisen. Was wir heute haben, ist nach wie vor eine pure Gewissensprüfung. Man diskutiert einzig darüber, ob man für die Zivildienstpflichtigen eine 1,5fache oder eine 1,3fache Dauer des Dienstes verlangen soll. Konsequenter wäre eine Rückweisung an die Kommission, damit sie das Ganze nochmals à fond diskutieren und den Bundesrat fragen kann, was auf uns zukommt und was er mit der Motion Zäch will, der er im Grundsatz zustimmt. Danach wäre eine völlig neue Vorlage auszuarbeiten.

Deshalb bitte ich Sie, meinem Antrag auf Rückweisung an die Kommission mit dem Auftrag, den Tatbeweis bei der Zulassung zum Zivildienst prioritär zu gewichten, zuzustimmen.

Günter Paul (S, BE): Einen Vorteil hat die schlechte Besetzung des Saales: Der Lärmpegel ist sehr viel tiefer.

Nach dem Gesetz ist der Zivildienst ein Ersatzdienst für unwillige Wehrpflichtige. Er steht also in direktem Zusammenhang mit dem Militärdienst und ist kein offenes Angebot für junge Männer und für Dienstuntaugliche. Das ist die Konstruktion des Gesetzes. Diese Konstruktion wird in den kommenden Jahren – das kann schon vorausgesagt werden – zu immer mehr Problemen führen. Im Armeebereich werden wir im nächsten Jahrzehnt mit Sicherheit wieder über die Frage der Miliz diskutieren müssen. Wir werden von der Wehrpflicht wegkommen müssen. Entweder geht der Trend hin zu einer Freiwilligkeit des Dienstes in der Armee oder zu einer Dienstpflicht für alle an der Gesellschaft inklusive Wehrpflicht. Der Druck zum Handeln ergibt sich auch aus dem Blickwinkel der Armee, weil die zukünftige Armee einfach nicht so viele Soldaten brauchen kann. Das eklatante Bedürfnis der Armee nach weniger Soldaten, also nach einer «Nicht-mehr-Volksarmee», ist womöglich der wichtigste Grund für die Einfachheit des «blauen Weges». Der «blaue Weg» bedeutet: Ausmusterung aus medizinischen Gründen. Es ist wirklich seltsam, wenn ein Viertel der Stellungspflichtigen auf diesem Weg relativ einfach von der Wehrpflicht wekommt. Ein Viertel unserer jungen Männer ist heute offenbar aus gesundheitlichen Gründen nicht mehr fähig, Militärdienst zu leisten. Aber der Hintergrund ist klar: Die Armee braucht weniger Soldaten und ist deshalb froh um jeden, der so verschwindet. Denn man weiss nicht, wie man diese Unzahl an Soldaten zu vernünftigen Kosten so ausbilden kann,

dass sie ihr Handwerk in einer modernen Armee verstehen. Dem steht auf der anderen Seite entgegen, dass die moderne Gesellschaft, wie wir sie haben, einen riesigen Bedarf an jungen Leuten im Sozialbereich hat: Die Überalterung der Bevölkerung macht mehr Pflege nötig, die Krise im Gesundheitswesen verursacht Personalbedarf. Es gibt noch viele andere Bereiche, in denen alle Betroffenen ausserordentlich froh um die so genannten «Zivis» sind. Dies an die Adresse von Herrn Schlüer: Die «Zivis» leisten 200 000 Diensttage im Jahr, und eigentlich wüsste diese Gesellschaft nicht mehr, was sie machen sollte, wenn diese 200 000 Tage nicht geleistet würden. Diese grosse Leistung, die da erbracht wird, ist auch der Grund, weshalb es für den Bund etwas mehr kostet. Aber auf der anderen Seite ist natürlich der «return on investment» ausserordentlich hoch. Sicher ist er für diese Gesellschaft wesentlich höher als bezüglich der jungen Leute, die im Militär sind. Herr Schlüer, unter dem Aspekt der Kosten für diese Gesellschaft müsste es möglichst viele Zivildienstleistende geben. Sagen Sie das Ihren bürgerlichen Finanzpolitikern auch, die Sie ja auf dieses Problem ansprechen wollen.

Die SP-Fraktion hat seit langem auf die Zivildienstproblematik hingewiesen: Frau Wyss hat letztes Jahr eine Parlamentarische Initiative verteidigt; ich habe die Motion 99.3599 (Motion SiK-NR, Minderheit Günter) eingereicht; die SP hat die Petition 99.2008 des «Zentrums Martin Luther King» unterstützt. Immer wieder sind unsere Vorschläge für einen besseren Zivildienst in diesem Rat abgelehnt worden. Das Problem ist inzwischen nicht kleiner, sondern immer dringlicher geworden.

Stolpersteine für eine vernünftige Lösung sind die Verfassungsbestimmung der Wehrpflicht sowie auch die heutige gesetzliche Ausgestaltung des Zivildienstes mit der Gewissensprüfung. Es handelt sich um eine schizophrene Gewissensprüfung, weil von Gesetzes wegen deklariert wird, dass ein Teil des Gewissens nicht zählt: Es zählt nicht, wenn man ein politisches Gewissen hat und wegen diesem nicht in die Armee will. Es zählt nur, wenn man religiöse oder ethische Bedenken hat, wobei mir nie ganz klar war, warum Politik nicht auch Ethik sein kann bzw. vielleicht sein sollte.

Angesichts der Aushebungszahlen – von 33 000 jungen Männern, die letztes Jahr eingerückt sind, haben am Schluss 17 000 die RS hinter sich gebracht – soll mir niemand sagen, das sei nicht so gewollt. 1500 dieser jungen Männer waren Zivildienstleistende. Es ist auch ein Problem, wenn 2000 junge Männer Zivildienst leisten wollen und 25 Prozent davon abgelehnt werden. Herr Schlüer sagt, das sei kein Problem. Es sind ja nur 500 junge Leute, die entweder ins Gefängnis oder gegen ihre Überzeugung ins Militär gehen müssen!

Die bürgerliche Militärpolitik gerät mit ihrer starren Haltung immer tiefer in die Sackgasse.

Die Mitglieder der SP-Fraktion sind in der Kommission auf diese Vorlage eingetreten, obwohl sie mit der Grundhaltung eigentlich nicht einverstanden ist. Warum sind wir darauf eingetreten? Wir sind darauf eingetreten, weil wir gedacht haben, es sei – nachdem wir so oft mit unserer Grundauffassung gescheitert sind – vielleicht besser, einige kleine Schritte in die richtige Richtung zu machen. Kleine Schritte, die wenigstens auf eine Erleichterung des heutigen Zustandes hinielen, praktische Anpassungen, die den Zivildienstleistenden zugute kommen. Die Reduktion der Dienstdauer um 15 Prozent ist immerhin auch etwas und ein Schritt in die richtige Richtung.

Mit dieser Aussage ist natürlich auch klar, dass wir den Antrag der Minderheit Wasserfallen, der wieder alles beim Alten lassen will, vehement bekämpfen werden. Mit dieser Aussage ist auch klar, dass wir mit Herrn Schlüer und dessen Minderheitsanträgen überhaupt nicht einverstanden sind. Herr Schlüer will auch alles beim Alten belassen, weil er einfach über die Probleme der modernen Gesellschaft und die Probleme der Zivildienstleistenden hinwegsieht – wie er das auch sonst immer macht. Wir werden die Minderheitsanträge, die auf eine Erleichterung für die Zivildienstleistenden abzielen, unterstützen.

Herr Wiederkehr hat einen Antrag auf Rückweisung an die Kommission mit dem Auftrag zur Prüfung des Tatbeweises eingereicht. Nach meinen Ausführungen wissen Sie nun, dass wir für diesen Tatbeweis sind. Noch besser wäre der «libre choix», die freie Wahl, das wäre noch intelligenter. Die SP-Fraktion wird diesen Rückweisungsantrag unterstützen. Die Kommission hat hier ihre Aufgaben nicht gemacht. Sie hat nicht noch einmal fundiert über das Problem des Tatbeweises diskutiert. Sollte der Rückweisungsantrag abgelehnt werden, werden wir dafür kämpfen, dass diese Vorlage trotzdem möglichst viele Verbesserungen im Sinne eines modernen Zivildienstes bringen wird.

Fehr Mario (S, ZH): Ergänzend zu den Ausführungen von Herrn Günter möchte ich noch anführen, dass ich ganz persönlich den Umgang des Staates mit Menschen, die Mühe mit dem Militärdienst bekunden, schon seit längerer Zeit unerträglich finde. Ich empfinde diese Art von Gewissensprüfung als einen unerträglichen Vorgang. Das Gewissen ist ein höchst persönlicher Bereich; ein Bereich, den der Staat eigentlich schützen sollte. Mich wundert es immer wieder, dass gerade liberale Freisinnige oder auch SVP-Mitglieder, die ja in diesen Tagen die «besseren Freisinnigen» sein wollen, nicht bereit sind, diesen Kernbereich des menschlichen Daseins zu schützen. Ich jedenfalls liesse mein Gewissen weder von Herrn Schlüer noch von irgendjemand anderem erforschen. Mein Gewissen gehört mir ganz allein.

Dass Leute, die mit dieser Art von Gewissensprüfung Mühe bekunden, auch im Jahre 2002 noch damit rechnen müssen, eine Gefängnisstrafe zu bekommen, ist meines Erachtens ein Skandal. Es ist darum ein Skandal, weil diese Menschen grundsätzlich bereit sind, etwas für diesen Staat zu tun, weil sie bereit sind, einen gesellschaftlichen Beitrag zu leisten, und weil dieser Staat verhindert, dass diese Menschen diesen gesellschaftlichen Beitrag leisten können.

Der Antrag der Kommission hinkt deshalb den gesellschaftlichen Realitäten weit hinterher. Wenn der Antrag der Kommission auch in der verbesserten Form Gesetz werden wird, wird gerade diese Gesetzesrevision erneut Tausende von «blauen Briefen» hervorrufen. Sie wird Tausende von jungen Leuten daran hindern, etwas Sinnvolles zu tun, und sie wird einige wenige auch wieder kriminalisieren. Das ist meines Erachtens ein unerträglicher Zustand.

Herr Schlüer hat in einem Recht. Er hat dann Recht, wenn er sagt, dass die Kommission ihre Arbeit nicht gut gemacht hat. Ich teile diese Ansicht; ich teile sogar die Kritik an uns, dass wir diese Vorschläge früher und vehementer auch in der Kommission hätten einbringen sollen. Aber wenn man merkt, Herr Schlüer, dass etwas falsch ist und dass man es besser machen kann, dann ist es noch falscher, dies dann nicht hier drinnen im Rat zu postulieren, sondern so zu tun, als seien die gesellschaftlichen Realitäten 2002 immer noch die gleichen.

Wir kämpfen in erster Linie dafür, dass diese Gewissensprüfung abgeschafft wird. Wir kämpfen dann in zweiter Linie auch mit Herrn Wiederkehr, dass sie wenigstens verbessert wird. Wenn das alles scheitert, kämpfen wir für jede Verbesserung an diesem Gesetz. Damit aber die Kommission, die erklärtermassen schlecht gearbeitet hat, diese Arbeit nochmals tun kann, braucht es die Rückweisung der Vorlage. Herr Wiederkehr hat uns hier eine goldene Brücke gebaut. Wir sollten diese Brücke besteigen, zum Wohle dieses Parlamentes, aber auch zum Wohle der jungen Menschen, die wir jedes Jahr kriminalisieren. So geht das nicht weiter.

Polla Barbara (L, GE): Le groupe libéral, quant à lui, salue l'actuelle révision de la loi fédérale sur le service civil. En préambule, j'aimerais rappeler que les libéraux sont très sensibles à l'importance du service civil, notamment pour nos jeunes qui souhaitent remplir l'obligation de servir en s'engageant pour la paix autrement que par le service militaire.

Même si l'entrée en vigueur de l'actuelle loi fédérale sur le service civil ne date que de 1996, la révision est nécessaire,

notamment pour que cette loi soit en conformité avec les révisions apportées à la loi fédérale sur l'armée et l'administration militaire, subséquentes à la réforme «Armée XXI». Ce souci est concrétisé dans les articles 11, 20, 81 et 82.

Mais la révision est également nécessaire pour des raisons économiques. En l'an 2000, le prix de revient global de la procédure d'admission au service civil s'est élevé à 4,4 millions de francs. Ce seul fait devrait justifier la révision, même aux yeux de notre collègue bourgeois Schlüer. Nous voulons être plus efficaces, et le service civil peut rapporter davantage à la société et coûter moins, en toute âme bourgeoise! La révision actuelle de la loi fédérale sur le service civil apporte également une réponse à plusieurs interventions parlementaires et présente de plus l'avantage de proposer non seulement des adaptations, mais aussi une optimisation dans une vision d'avenir. Heureusement, car la loi actuellement en vigueur présente plusieurs points faibles dont les deux principaux sont, d'une part, l'absence de mandat clair et, d'autre part, l'absence d'interprétation de l'article 1er.

Concernant le premier point, en l'an 2000 toujours, plus de 200 000 jours de service civil ont été effectués sans que ce service n'ait d'autre mission que celle de proposer une solution aux objecteurs de conscience. Cela n'a pas de sens. On ne saurait concevoir le service civil comme un service d'occupation de jeunes marginaux car alors, pour ceux qui ne l'étaient pas avant, le risque qu'ils le deviennent après n'est pas négligeable. Et voilà une deuxième raison de revoir la loi qui devrait, elle aussi, convaincre même M. Schlüer.

En ce qui concerne l'article 1er de la loi fédérale sur le service civil, il prévoit que seules les personnes qui présentent de manière crédible le fait qu'elles ne peuvent pas concilier le service militaire avec leur conscience, peuvent être astreintes au service civil. Conscience, conflit de conscience et crédibilité sont des concepts flous qui peuvent effectivement mener à des aberrations si on n'y prête pas garde, mais c'est bien ce à quoi visent à remédier désormais l'article 1er alinéas 2 et 3 et l'article 18b du projet. Le groupe libéral s'en tiendra donc à la version de la majorité car les compléments et soustractions apportés par les nouvelles propositions qui nous ont été soumises n'apportent pas d'améliorations sensibles à cette question qui est en effet fondamentale.

Il s'agit aussi de préserver la bonne réputation du service civil, qui doit être compris par tous comme d'intérêt public, un objectif qui est concrétisé en particulier dans les articles 3a, 7 et 7a.

Il s'agit finalement de respecter l'acceptabilité économique du service civil et de concrétiser les principes de nouvelle gestion publique. La limitation de la durée du service civil à 1,3 fois celle du service militaire paraît au groupe libéral adéquate, adaptée au marché du travail et suffisante. Somme toute, c'est un compromis helvétique que nous pouvons parfaitement soutenir.

En conclusion, le groupe libéral soutiendra donc la révision de la loi fédérale sur le service civil pour l'essentiel telle qu'elle ressort des propositions de la majorité de la commission. Que cette commission ait bien ou mal travaillé fait partie du passé. Ses propositions sont sur la table et nous les soutenons.

Nous vous recommandons donc de rejeter la proposition de non-entrée en matière de minorité Schlüer et la proposition de renvoi Wiederkehr à la commission.

Wittenwiler Milli (R, SG): Die FDP-Fraktion ist sich einig: Nach fünf Jahren lässt sich eine Bilanz der Anwendung des Zivildienstgesetzes ziehen. Diese Pionierphase des Zivildienstes lässt eine neue Lagebeurteilung zu. Der Zivildienst hat seine erste Aufgabe erfüllt. Das Problem der Militärdienstverweigerer aus Gewissensgründen ist nach unserer Meinung weitgehend gelöst. Die Institution Zivildienst soll darüber hinaus jedoch nicht nur Selbstzweck sein, sie soll vielmehr einen erkennbaren gesellschaftlichen Nutzen erbringen. Wenn der Staat von seinen Bürgern verlangt, dass sie einen Dienst erbringen, soll dieser Dienst im Zusammenhang mit den Zielen und Aufgaben dieses Staates stehen

und Bedürfnissen dienen, deren Befriedigung im öffentlichen Interesse liegt und die nicht anders befriedigt werden können.

Auch als seriöse Parlamentarier, Herr Schlüer, lehnen wir den Antrag der Minderheit auf Nichteintreten ab. Die Auswertung des bisherigen Vollzugs hat gezeigt, dass Rechtsgrundlage und Vollzug in verschiedenen Punkten korrigiert werden müssen. Wir stimmen den Zulassungsvoraussetzungen und Zielen des Zivildienstes zu. Bei Artikel 8 betreffend die Dauer der ordentlichen Zivildienstleistungen waren die Meinungen in der Fraktion fast genau geteilt: Eine hauchdünne Mehrheit ist für den Faktor 1,3. Sie glaubt, mit der Verkürzung der Dauer des Zivildienstes könne der immer häufiger angepeilten Umgehung der Dienstpflicht über den «blauen Weg» entgegengewirkt werden. Eine beachtliche Minderheit ist der Meinung, der Faktor 1,5 sei beizubehalten, vor allem wenn man die effektiven Stunden aufrechne, die der Zivildienstpflichtige leiste. Ganz bestimmt einig sind wir darin, dass der Antrag Hollenstein, den Zivildienst auf den Faktor 1,0 hinunterzufahren, abgelehnt werden muss. Einstimmig unterstützen wir den Antrag Engelberger, der die in Artikel 42 bzw. 43 von der Mehrheit fallen gelassene Anerkennungskommission neu in Artikel 43 Absatz 3 als «beratende Kommission» aufnehmen will. Ebenfalls unterstützen wir den Antrag Engelberger zu Artikel 18 Absätze 3 und 5.

Im Namen der FDP-Fraktion bitte ich Sie, auf die Vorlage einzutreten und den Rückweisungsantrag Wiederkehr abzulehnen.

Herr Wiederkehr, es erstaunt mich schon etwas, dass Sie diesen Antrag und Ihre Ziele nicht in der Kommission formuliert haben – und von Herrn Fehr Mario kam noch Unterstützung. Diese Diskussion hätte ich gerne in der Kommission geführt.

Ich bitte Sie also im Namen der FDP-Fraktion, für die Dauer der ordentlichen Zivildienstleistungen den veränderten Umständen und gesammelten Erfahrungen Rechnung zu tragen, die Anträge Engelberger zu unterstützen und die Minderheitsanträge Cucho, Schlüer und Garbani, die Sie auf der Fahne finden, abzulehnen. Zu den vorliegenden Einzelanträgen werden wir uns dann wieder melden.

Cucho Fernand (G, NE): Contrairement à M. Schlüer, qui regrettait qu'il y ait aussi peu de personnes dans la salle, je considère qu'il est peut-être préférable d'avoir une bonne soixantaine de conseillers nationaux et de conseillers nationaux bien motivés et attentifs que 200 indisciplinés.

Entré en action en octobre 1996, l'organe d'exécution du service civil établit un bilan positif après plus de cinq ans d'application de la loi fédérale sur le service civil. Le bilan est positif pour celles et ceux qui ont mandat d'exécuter l'application de la loi. Le bilan est aussi positif dans l'accomplissement de la tâche par les civilistes; personne n'a été libéré du service civil avant terme pour incapacité de travail, aucune exclusion n'a été prononcée. Le groupe écologiste regrette que les jours accomplis à l'étranger soient aussi peu nombreux.

Il a été fait mention du coût du service civil, notamment lors de l'intervention de M. Schlüer. Il est quand même important de rappeler qu'en l'an 2000, le jour de service civil a coûté à la Confédération 12,76 francs, alors qu'il était prévu de dépenser 18 francs pour cela. Si les dépenses augmentent parce que le nombre de civilistes augmente, c'est tout à fait logique et parfaitement légal. Si M. Couchepin, conseiller fédéral, pouvait nous donner le coût d'une journée de service armé, je pense que nous serions quand même dans des dépenses beaucoup plus élevées que pour le service civil. Et puis, il est bon aussi de préciser que pour la future Expo.02, 30 000 journées de travail seront effectuées par des civilistes. Et là, nous ne savons pas si cette dépense sera portée au budget des crédits votés par ce plénum pour Expo.02 ou si elle sera à la charge du budget du service civil.

Il est question aussi, dans le message du Conseil fédéral, de proposer que l'on établisse des mandats ou des objectifs d'efficacité. Nous partageons pleinement cet objectif. Il nous

semble qu'il est important, et c'est un signe de reconnaissance, que l'on fasse l'évaluation de l'application du service civil.

Dans les modifications qui nous sont proposées, le groupe écologiste regrette vivement que le service militaire demeure la règle et le service civil l'exception. Nous le regrettons vivement. Le refus de servir dans l'armée pour des motifs de conscience ne se pose plus pour de nombreux pays européens par la suppression de l'obligation générale de servir, déjà adoptée ou qui va être adoptée dans les années à venir. Il est important quand même de signaler que des pays comme la France, la Belgique, l'Islande, le Luxembourg, Malte, la Grande-Bretagne, les Pays-Bas, l'Italie, l'Espagne, ont déjà appliqué cette possibilité du libre choix et que, vraisemblablement, la République tchèque, la Pologne et l'Ukraine devraient suivre. Seuls sept pays européens ne reconnaissent pas le droit à l'objection de conscience.

Si la Cour européenne des droits de l'homme ne prévoit pas un droit fondamental à l'objection de conscience, et ça, c'est le rapport du Conseil fédéral qui nous le dit, la Commission des affaires juridiques et des droits de l'homme du Conseil de l'Europe soutient qu'il conviendrait de reconnaître un droit plus large au refus de servir dans l'armée pour des raisons de conscience. Le droit à l'objection de conscience en matière de service militaire devrait être reconnu comme un droit fondamental.

Le groupe écologiste estime donc que la révision partielle de la loi doit aller plus loin. C'est la raison pour laquelle, si nous débattons aujourd'hui de ce projet de loi, nous allons soutenir les propositions de minorité sur deux points qui nous paraissent extrêmement importants: ce sont, bien sûr, la procédure d'admission et la durée du service civil.

Je vais faire un certain nombre de considérations concernant la proposition de renvoi Wiederkehr à la commission. Le groupe écologiste soutiendra cette proposition pour les raisons suivantes. Nous reconnaissons effectivement que la commission n'a pas passé suffisamment de temps pour essayer de voir s'il existe des critères possibles, indiscutables, objectifs pour délimiter, préciser et objectiver la question du conflit de conscience. Si nous parvenons de façon très objective à dire: «Voilà la définition non discutable du grave conflit de conscience», eh bien nous nous inclinons. Nous doutons d'en arriver à cette conclusion, raison pour laquelle nous pensons que la preuve par l'acte constitue la référence la plus objective pour décider, sans faire une très grande analyse ni une introspection profonde de la personne, si celle-ci est apte à exercer un service civil.

Imaginez l'inverse: le service civil est la règle et le service armé est l'exception. Nous constituons un comité d'experts qui devra déterminer le bien-fondé de la motivation indiscutable du jeune qui veut servir militairement. Mon sentiment est qu'en tout cas 50 pour cent des personnes qui souhaiteraient exercer un service armé seraient refusées parce que la plupart d'entre elles diraient simplement: «De toute façon, nous sommes obligés de servir militairement.» Ou d'autres diraient aussi: «Il y a une tradition familiale chez nous qui fait que de père en fils, on exécute le service militaire sans discuter.» On en arriverait à la conclusion qu'il est quasi impossible de déterminer des critères précis qui permettraient d'apprécier le bien-fondé de la motivation de jeunes qui voudraient accomplir un service militaire.

Pour ces différentes raisons, nous vous invitons à soutenir la proposition de renvoi Wiederkehr afin que la commission puisse encore s'interroger de façon très approfondie sur la question du grave conflit de conscience.

Siegrist Ulrich (V, AG): Es gibt in der SVP-Fraktion eine sehr grosse Mehrheit und eine sehr kleine Minderheit. Die Mehrheit unterstützt ganz klar den Nichteintretensantrag der Minderheit Schlüer, und zwar namentlich aus vier Überlegungen:

1. Die Revision, die ja letztlich auch nichts Grundlegendes ändern will, wird als nicht notwendig erachtet.
2. Die Fraktion steht der vorgesehenen Ausweitung der Ziele der Arbeitseinsätze generell sehr skeptisch gegenüber.

3. Nach Überzeugung der Fraktion gibt es am Umrechnungsfaktor 1,5 nichts zu ändern.

4. Die allfälligen Anpassungen an ein geändertes Militärgesetz sollten erst dann vorgenommen werden, wenn die Inhalte der Revision des Militärgesetzes definitiv feststehen.

Die Mehrheit der Fraktion erachtet die Revision aus diesen Gründen als zeitlich nicht zweckmässig und als inhaltlich falsch.

Eine kleine Minderheit der Fraktion, zu der sich auch der Sprechende zählt, erachtet einige pragmatische Verbesserungen an der Vorlage im Sinne der Kommissionsmehrheit trotzdem als notwendig. Erstens sind die Anpassungen an die künftigen Armeestrukturen bereits zum heutigen Zeitpunkt notwendig, um rechtzeitig mit dem neuen Modell bereit zu sein, also gewissermassen parallel zur Armee reform bereitzustehen. Zweitens ist es nach Meinung der Fraktionsminderheit richtig, die Ziele klarer und weiter zu fassen und besser an die neue Sicherheitspolitik anzupassen. Drittens drängen sich aufgrund der Erfahrungen der letzten fünf Jahre eine exaktere Systematik und eine effiziente Wirkungskontrolle auf.

Zwischen der Mehrheit und der Minderheit der Fraktion besteht aber wiederum grosse Übereinstimmung darüber, dass die Zulassungsbedingungen nicht zu ändern sind, dass die Gewissensprüfung entscheidend bleiben muss, dass es kein Wahlrecht geben kann und dass die Ersatzarbeitsleistung ebenfalls im Interesse der Gemeinschaft sein muss und nicht im subjektiven Belieben stehen kann.

Unterschiedliche Auffassungen gibt es also nicht im Grundsätzlichen. Wir sind uns innerhalb der Fraktion auch weitgehend einig, dass der Umrechnungsfaktor 1,5 auch in Zukunft richtig ist. Wir kommen in der Detailberatung – sofern diese stattfindet – darauf zurück.

Wir lehnen aus diesen Überlegungen auch den Antrag Wiederkehr ab. Es geht hier auch nicht – wie er gesagt hat – um unterschiedliche Auffassungen zur Friedenspolitik, sondern es geht um den Konflikt zwischen einer kollektiven Dienstpflicht und einem individuellen Gewissen. Deshalb ist die Gewissensprüfung eben entscheidend. Es stimmt nicht, dass wir damit mangelnden Respekt vor dem individuellen Gewissen und einem Gewissenskonflikt beweisen, sondern das Gegenteil ist der Fall. Wenn wir den Konflikt haben zwischen einer kollektiven Leistung für die Gemeinschaft auf der einen Seite und dem Respekt vor dem individuellen Gewissen auf der anderen Seite, dann müssen wir einen Weg finden, wie man ihn vor fünf Jahren gefunden hat und wie ihn die Kommissionsmehrheit jetzt wieder zu beschreiten versucht.

Es geht bei dieser Vorlage nicht um die Frage des Wahlrechtes; dies ist eine Frage, die man bei der allgemeinen Dienstleistungspflicht, beim allgemeinen Militärdienst, auf der Ebene der Bundesverfassung diskutieren müsste. Hier geht es nicht um die Dienstpflicht, sondern hier geht es darum, wie man diesen Konflikt löst, und damit scheint eben diese Zulassungsprüfung tauglich. Sie ist übrigens wesentlich besser in der Anwendung. Auch die Vorwürfe, die heute gemacht werden, die Art der Gewissensprüfung sei entwürdigend, sind in der Form, wie sie gemacht wurden, zurückzuweisen. Die Zulassungskommission hat einen guten Weg gefunden. Es hat sich eine gute Praxis eingependelt. Das bestätigen auch Leute, die selber vor dieser Kommission antreten mussten. Die teilweise heftigen Vorwürfe hat diese Zulassungskommission nicht verdient. Das Verfahren hat sich in der generellen Linie bewährt, ist aber in Einzelpunkten nun noch etwas zu verbessern.

Im Namen der SVP-Mehrheit beantrage ich Ihnen, den Antrag Wiederkehr abzulehnen, aber den Antrag Schlüer auf Nichteintreten gutzuheissen. Ich selber werde mit der Minderheit der Fraktion für Eintreten auf die Vorlage stimmen.

Leu Josef (C, LU): Die CVP-Fraktion unterstützt die Stossrichtung der vorliegenden Revision und wird deshalb auf die Vorlage eintreten. Das Bewährte soll erhalten und das Verbesserungsfähige optimiert werden. Folglich werden wir alle

Anträge, welche die allgemeine Stossrichtung relativieren oder nicht unterstützen, ablehnen.

Heute gibt es 7000 bis 8000 Zivildienstleistende. In Zukunft geht es darum, dass dem Zivildienst im nationalen Interesse mehr Tiefgang gegeben werden kann. Genau diesem Anliegen wird mit der vorliegenden Revision Rechnung getragen. Es bestehen jetzt konkrete Vorstellungen, welche Zwecke mit den Zivildienstleistenden erfüllt und welche Wirkungen im öffentlichen Interesse erzielt werden sollen. Das ist eine Grundvoraussetzung für die Vollzugsstelle des Zivildienstes, denn dieses Amt steht seit 1999 unter dem Regime Leistungsauftrag und Globalbudget. Im New Public Management wird somit nicht nur gefragt, wie viele Zivildiensttage erbracht wurden, sondern auch, welche Wirkungen damit erzielt wurden.

Die CVP-Fraktion nimmt mit Befriedigung zur Kenntnis, dass der Zivildienst als ziviles Instrument des Bundes im Rahmen der Sicherheitspolitik wahrgenommen und eingesetzt werden soll. So soll der Zivildienst vermehrt im Dienst und im Bereich der Existenzsicherung tätig werden. Die laufende Armeereform ist einer der Gründe, weswegen die Revision des Zivildienstgesetzes angegangen werden muss. Die Armeereform bestimmt unter anderem die Zulassung zum Zivildienst im Zusammenhang mit der Rekrutierung in die «Armee XXI».

Unsere Fraktion nimmt mit Sorge die Tatsache zur Kenntnis, dass die Zahl der Ausmusterungen auf dem «blauen Weg» mit der Einführung des Zivildienstes nicht zurückgegangen ist. Wir wissen aber auch, dass die heutige Verfassungsgrundlage wenig Spielraum bietet, um eine neue Praxis einzuleiten. So willkommen der Einbezug von Militärdienstuntauglichen oder -unwilligen in den Zivildienst auch wäre – bei der Schaffung der Verfassungsgrundlage wurde nur von einer Lösung für Personen mit Gewissensproblemen gesprochen.

Hinterher den Wortlaut der Verfassung umzudeuten ist nicht unsere Sache. Die Politik wird aber in Zukunft gefordert sein, jene, die sich locker über den «blauen Weg» abmelden – in vielen Fällen sind es einfach Drückeberger aus sozial privilegierten Schichten –, für einen praktischen Dienst an der Allgemeinheit zu erfassen, sei es in der Armee, im Zivildienst oder im Zivilschutz. Mit dem neuen, länger dauernden und differenzierteren Rekrutierungssystem unter «Armee XXI» ist ein erster wichtiger Schritt in diese Richtung gemacht worden. Darum ist unsere Fraktion der festen Auffassung, wir sollten unsere Kräfte dafür verwenden, dass die heute laufende Hauptreform, nämlich die Armeereform, zeit- und sachgerecht umgesetzt werden kann.

Das schliesst nicht aus, dass vielleicht schon bald erneut eine Grundsatzdiskussion wie vor zehn Jahren im Zusammenhang mit der Ausgestaltung des Zivildienstes zu führen ist. Diese Diskussion steht aber heute nicht an. Daher verstehen wir die vorliegende Revision des Zivildienstgesetzes nicht als geeignet – es fehlt auch eine Verfassungsgrundlage –, einen Paradigmenwechsel einzuführen. Es geht, wie ich schon erwähnt habe, lediglich um eine Optimierung.

Die CVP-Fraktion bleibt somit bei der Überzeugung, dass der Zivildienst Teil der allgemeinen Wehrpflicht ist. Wir sind demzufolge dagegen, dass von Gewissensgründen abgesehen wird; wir sind gegen den generellen Verzicht auf eine Anhörung der Gesuchsteller und gegen die gleich lange Dauer von Militär- und Zivildienst.

Im Namen der CVP-Fraktion bitte ich Sie, auf die Vorlage einzutreten, den Antrag Wiederkehr auf Rückweisung abzulehnen und in der Detailberatung mit der Mehrheit der Kommission zu stimmen.

Zäch Guido (C, AG): Eine Vorbemerkung: Wenn Sie auf der Fahne meinen Namen bei der Minderheit finden, die Nicht-eintreten beantragt, ist das ein Missverständnis. Wenn Sie vorhaben, diese Minderheit zu unterstützen, weil man Ihnen gesagt hat, diese Gesetzesrevision sei nicht notwendig, so ist das eine Fehleinschätzung.

Zahlreiche Mitglieder der Kommission sind sich bewusst, dass diese Revision des Zivildienstgesetzes die eigentlichen Probleme rund um die Frage der Dienstpflicht und Dienstgerechtigkeit in unserem Lande nicht löst. Die Armee benötigt immer weniger Personal, und die Zahl der Dienstuntauglichen steigt Jahr für Jahr. Auch am Beginn der Rekrutenschule gibt es nochmals viele Abgänger. Total rechnet man jährlich mit über 11 000 Untauglichen, die auch nicht im Bevölkerungsschutz eingesetzt werden können. Wer den Zivildienst aus Gewissensgründen anstrebt, ist schon fast der Dumme, da es mit einem psychiatrischen Gutachten auf dem «blauen Weg» sehr viel einfacher ist, den Zwängen eines Dienstes an der Allgemeinheit zu entgehen.

Im letzten Frühjahr – notabene im von den Vereinten Nationen lancierten Internationalen Jahr der Freiwilligen – habe ich dazu eine Motion eingereicht (01.3263). Mein Vorstoss will die Einführung eines Sozialjahres, zu welchem alle entsprechenden jungen Männer verpflichtet werden sollen. Ein Sozialjahr als Dienst an der Gemeinschaft würde eine tief greifende Revision der Regelungen erfordern und auch eine Änderung der Verfassung nach sich ziehen, könnte aber zur grossen Chance für die Dienstleistenden und für unsere Gesellschaft werden.

Herr Bundesrat, ich hoffe, Sie anerkennen die ganze Tragweite des Problems und den damit verbundenen dringenden Handlungsbedarf. Wenn wir heute für etwa 1500 Zivildienstleistende ein revidiertes Gesetz verabschieden, heisst das keineswegs, dass wir tatenlos zusehen wollen, wie jährlich über 10 000 andere, die verfassungsmässig auch wehrdienstpflichtig wären, keinen praktischen Einsatz für die Allgemeinheit leisten.

Warum denn diese kleine Revision, wenn der Handlungsbedarf eigentlich viel grösser ist? Die Rahmenbedingungen und die ersten Erfahrungen mit dem zivilen Ersatzdienst machen die Anpassungen nötig. Zudem erlaubt uns diese Gesetzesrevision, die Abstimmungsversprechen vom vergangenen 2. Dezember wahr zu machen, nämlich Auslandseinsätze zu Friedenszwecken und Engagements zur Gewaltprävention zu ermöglichen.

Die Mehrheit der CVP-Fraktion ist von der Richtigkeit der in diesem Geschäft hauptsächlich vorgesehenen drei Revisionspunkte überzeugt:

1. Die genaue Regelung, unter welchen Voraussetzungen ein Zivildienst geleistet werden darf, ist sinnvoll und nötig. Ein transparenter und offener Rechtsstaat soll viele unklare Rechtsbegriffe möglichst vermeiden. Darum soll der Begriff «Gewissen» neu formal definiert werden, und es soll ein strafferes Verfahren zur Anwendung kommen.

2. Der Zivildienst soll verkürzt werden. Die Schwellenangst ist durch die Anhörung und die Gewissensprüfung schon gross genug.

3. Der Zivildienst soll klar formulierten Zielen dienen und damit der Allgemeinheit auch einen Nutzen bringen. Missbräuche sollen besser verhindert werden können.

Die CVP-Fraktion unterstützt mehrheitlich alle drei Schwerpunkte der Revision und wird alle Anträge, die diese Stossrichtung bekämpfen oder verwässern, ablehnen. Zudem beinhaltet die Vorlage einige Anpassungen im Hinblick auf unbestrittene Veränderungen der «Armee XXI». Es ist richtig, solche Anpassungen vorwegzunehmen. Es wäre kurz-sichtig, auf eine sinnvolle Gesetzesrevision zu verzichten, weil der Eindruck besteht, es handle sich nur um einige wenige Veränderungen. Die Frage muss anders lauten: Sind die einzelnen Veränderungen sinnvoll und nötig? Wir meinen klar Ja und sind darum für Eintreten. Wir geben uns heute mit der kleinen Revision zufrieden, weil wir die einzelnen Neuerungen befürworten. Aber wir werden das grosse Ganze nicht aus den Augen verlieren.

Studer Heiner (E, AG): Herr Schlüer hat heute einiges gesagt, das ich voll und ganz unterstützen kann. Er hat nämlich gesagt, dass sich der Zivildienst bewährt habe. Es ist wichtig, dass wir das wiederholen. Er hat es gesagt; und er kommt aus der Fraktion, die früher ganz dagegen war, dann

grosse Bedenken hatte und nun doch die Schritte getan hat. Das ist einmal wesentlich. Ich finde es gut, dass wir bei aller politischen Debatte immer auch sehen, wo andere oder wo wir Schritte zueinander getan haben.

Ein anderes Bedenken wurde auch ausgeräumt. Als dieses Gesetz gemacht wurde, war das Bedenken da, die Bestände der Armee könnten gefährdet sein. Das ist heute auch kein Thema mehr.

Jetzt wäre man also in der Situation, in der man bei der Gesetzesrevision einen richtigen, deutlichen Schritt weitermachen könnte, und zwar im Rahmen der geltenden Verfassung. Wir als Fraktion sind der Meinung, dass wir das tun sollen. Das ist auch der Grund, weshalb wir den Rückweisungsantrag unseres Fraktionspräsidenten Wiederkehr unterstützen. Unser zentrales Anliegen ist, dass wir den Schritt von der Gewissensprüfung zum Tatbeweis machen können. Das ist zentraler als die Frage, wie viel länger der Zivildienst dauert als der ordentliche Militärdienst. Das ist aufgrund der geltenden Verfassung möglich. Es ist nicht möglich – das ist uns auch klar –, einen Zivildienst zu fordern, der gleich lang ist wie der Militärdienst, weil es dann kein Tatbeweis ist, sondern eine freie Wahl; das lässt die Verfassung nicht zu. Diese Grenze ist klar zu setzen; aber ein längerer ziviler Ersatzdienst bei Tatbeweis ist aufgrund der jetzigen Verfassung, davon sind wir überzeugt, gültig und möglich. Der Tatbeweis ist ja nichts Neues und auch nichts Ideologisches. Um das zu belegen, blende ich kurz ins Jahr 1983 zurück. Damals hatte dieser Rat – es waren nur einzelne wenige von uns da, wie Kollege Günter, der damals schon aktiv war – die Volksinitiative «für einen echten Zivildienst auf der Grundlage des Tatbeweises» zu behandeln. Die damalige nationalrätliche Kommission hat diese Initiative abgelehnt, und dann kam die Frage – vor allem an die Kirchen –: Ihr hättet doch da noch etwas zu sagen? Dann haben der Schweizerische Evangelische Kirchenbund und Justitia et Pax der katholischen Kirche eine Arbeitsgruppe eingesetzt. Dieser gehörten Mitglieder des Parlamentes an, unter anderen auch Anton Keller, der Präsident der Zulassungskommission, und Kollege Günter; ihr gehörte aber auch Heinrich Ott an, der Theologieprofessor war. Auch Hans-Ulrich Ernst, der Chef der Eidgenössischen Militärverwaltung, und der frühere Ausbildungschef Wildbolz und Vertreter des Zivildienstkomitees waren dabei.

Diese Arbeitsgruppe wurde vom Sprechenden geleitet. Wir kamen in zwei Sitzungen zu einem Vorschlag eines Verfassungsartikels auf der Basis des Tatbeweises – das inklusive der Vertreter des hohen Militärs, die auch zur Folgerung kamen, dass Gewissensprüfungen, wie immer sie gestaltet sind, nicht objektiviert werden können. Die Bereitschaft, einen längeren Dienst an der Allgemeinheit zu leisten, ist der Beleg.

Nachdem während Jahren verschiedenste Schritte gemacht wurden und auch Kollege Schlüer aus seiner Sicht bestätigt hat, dass sich der Zivildienst bewährt hat, wäre es doch in Ausschöpfung der geltenden Verfassung möglich, in diesem Gesetz nun einen Schritt weiter zu gehen. Das sind unsere Hauptüberlegungen, weshalb wir den Antrag Wiederkehr unterstützen und Sie bitten möchten, der Kommission die Chance zu geben, diesen Fragenkreis, den sie nicht überprüft hat, noch anzupassen.

Wir sind der Erstrat, und es wäre doch ganz geschickt, wenn diese Möglichkeit noch bestehen würde.

Tschuppert Karl (R, LU), für die Kommission: Zuerst zu Herrn Schlüer: Ich bin nicht ganz drausgekommen, was Sie wollen. Auf der einen Seite haben Sie gerade gesagt, das Gesetz habe sich bewährt. Auf der anderen Seite möchten Sie es ja nicht den veränderten Verhältnissen anpassen. Bei etwas, das sich bewährt hat, das man andererseits aber nicht von Zeit zu Zeit den neuen Begebenheiten anpasst, hat man zwei Möglichkeiten: Man kann die Verfassung ändern und den Zivildienst abschaffen; oder man macht nichts, und dann schafft sich das Problem selber ab. Wir sind der Meinung: Der Vollzug des Gesetzes ist gut angelaufen, das

Gesetz hat aber auch Mängel. Da müsste man eigentlich die Erfahrungen, die man in den letzten fünf Jahren gemacht hat, in eine erste kleine Revision einbringen.

Zu Herrn Wiederkehr: Da bin ich noch viel erstaunter. Herr Wiederkehr, Sie waren Mitglied dieser Kommission. Sie waren bei den Diskussionen dabei, und jetzt im Rat kommen Sie mit einem Antrag auf Rückweisung an die Kommission. Das Gleiche gilt auch für Herrn Fehr Mario. Ich habe da schon gewisse Mühe; vor allem damit, dass Sie auf die Gewissensprüfung verzichten wollen. Ein reiner Tatbeweis, meine Herren, ist bei tiefer gehender Betrachtung nicht mit dem Text der Bundesverfassung vereinbar, so wie ihn das Schweizervolk in der Abstimmung von 1992 gutgeheissen hat. Wenn Sie dem Rückweisungsantrag zustimmen, heisst das letztlich, dass Sie die Revision des Zivildienstgesetzes so lange zurückstellen müssen, bis die Verfassungsgrundlage in Ihrem Sinne geändert ist. Das heisst es konkret, und das müssen Sie sich schon noch einmal überlegen. Sie können das Geschäft durchaus an die Kommission zurückweisen. Aber die Diskussion wird uns nicht weiterbringen, weil die Verfassungsgrundlage letztlich anders lautet. Das ist das Problem.

Schlüer Ulrich (V, ZH): Lieber Kollege Tschuppert, Sie haben Mühe mit meinem Antrag. Sie sagen, das Gesetz habe Mängel. Ich habe schon in der Kommission gefragt: Welche denn? Können Sie mir die Mängel aufzählen? Damals erhielt ich keine Antwort.

Tschuppert Karl (R, LU), für die Kommission: Erstens einmal müssen wir uns heute darüber unterhalten, ob der heute geltende Faktor betreffend die Dauer des Dienstes noch opportun ist. Das ist ganz sicher ein Problem, aus verschiedenen Gründen – wir kommen dann darauf zurück. Dann gibt es verschiedene andere Punkte, wie z. B. Auslandsätze, zu denen ja Anträge gestellt worden sind. Auf diese werden wir bei der Behandlung der einzelnen Artikel explizit zurückkommen.

Eggly Jacques-Simon (L, GE), pour la commission: La proposition de non-entrée en matière de minorité vient de ceux qui considèrent que les choses vont bien comme ça, après avoir quand même beaucoup critiqué le fonctionnement du service civil. M. Schlüer nous a notamment parlé du coût. C'est vrai, ce qui a été dit tout à l'heure: M. Schlüer et ses amis étaient de toute façon contre le service civil au moment où il a été introduit. Aujourd'hui, il ne s'agit plus de remettre en question quelque chose qui existe, il s'agit, sur la base de ce qui nous a bien été expliqué en commission, d'accepter quelques améliorations et quelques précisions. Dès lors, il n'y a vraiment pas lieu de justifier une non-entrée en matière. La non-entrée en matière, c'est une sorte de critique à retardement sur ce qui a tout de même fait ses preuves, et c'est un refus d'accepter quelques améliorations d'un système qui doit s'adapter, mais dans la continuité.

Quant à la proposition de renvoi Wiederkehr à la commission, qui est soutenue par M. Cuche et d'autres, elle inviterait la commission à faire un énorme travail de réexamen, notamment de toute la question des motifs de la conscience. Je ne crois pas que nous puissions procéder à un nouvel examen de cet aspect-là. C'est de toute façon assez difficile. Ce qui est important, c'est de dire que demain ou après-demain, peut-être qu'on en arrivera à un service national ou que sais-je; peut-être qu'un jour on en arrivera à un libre choix. Aujourd'hui en tout cas, si on va vers une sorte de libre choix, c'en est fini de l'armée de milice. Et si on accepte qu'on a toujours une armée de milice, on ne peut pas accepter d'aller vers le libre choix, même implicitement. Nous ne trouvons pas aujourd'hui face à un grand réexamen de toute la politique de défense nationale ou d'un service national dans lequel serait inclus le service militaire; nous nous trouvons face à une révision tout à fait précise d'un système de service civil qui est greffé toujours sur l'obligation du service militaire, rien de moins, mais rien de plus.

Par conséquent, je crois qu'un renvoi à la commission, au stade actuel de notre discussion générale sur la défense nationale, n'apporterait rien de plus à notre dossier.

C'est la raison pour laquelle je vous propose, au nom de la majorité de la commission, d'entrer en matière et de rejeter la proposition de renvoi Wiederkehr à la commission.

Couchepin Pascal, conseiller fédéral: La loi fédérale sur le service civil a été adoptée par les Chambres en octobre 1995 et elle est entrée en vigueur le 1er octobre 1996. Elle est en application depuis cinq ans et demi, c'est relativement court et on peut se demander s'il est opportun de la réviser. Le Conseil fédéral est d'avis qu'il est temps de le faire et cela pour trois raisons essentielles. Tout d'abord, c'est du fait de la réforme de l'armée: le service civil est un des instruments qui permettent d'honorer l'obligation générale de servir; dès lors que le cadre général du service militaire change, il faut aussi adapter les conditions du service civil. Ensuite, c'est parce que le Conseil fédéral doit mettre en oeuvre plusieurs interventions parlementaires qui visent à une révision de cette loi. Enfin, c'est parce qu'il ressort de l'exécution de la loi qu'un certain nombre de points de la réglementation en vigueur méritent d'être améliorés.

Nous tirons les conclusions d'une expérience de cinq ans. Nous n'avons pas l'intention, vous le verrez lors de l'examen de détail, de provoquer un grand changement, d'introduire des nouveautés radicales.

Le Conseil fédéral part du principe que le service civil doit demeurer ce qu'il a toujours été. La révision ne touche pas aux valeurs cardinales du service civil. La conception en vigueur reste valable, elle repose, comme dans le passé, sur un certain nombre de principes:

- seules les personnes qui font valoir des motifs de conscience peuvent être admises au service civil;
- les motifs de conscience sont examinés en règle générale lors d'une audition personnelle;
- celui qui accomplit un service civil fournit un travail qui sert l'intérêt public;
- le service civil est plus long que le service militaire;
- celui qui accomplit un service civil n'est ni mieux, ni moins bien loti que la personne qui sert dans l'armée.

Les piliers du service civil découlent de la Constitution fédérale et de la genèse de son article 59. Aux termes de la Constitution fédérale, le service civil est un service de substitution au service militaire, la priorité est et reste le service militaire, et il n'existe pas de libre choix entre service militaire et service civil.

Nous ne remettons pas en cause ces principes: ils découlent du texte de la constitution et ceux d'entre vous qui, à l'occasion de cette révision, souhaiteraient qu'on change l'esprit de la loi se trompent, parce qu'il faut d'abord changer la constitution si on veut pouvoir changer l'esprit et le texte de la loi en profondeur, dans le sens, par exemple, de l'introduction de la preuve par l'acte.

Quelles sont les modifications essentielles? Nous souhaitons préciser les notions de conflit de conscience et de crédibilité. Nous souhaitons présenter des objectifs de résultat ou d'efficacité pour la nouvelle gestion publique, car la loi actuellement ne dit pas quels objectifs doivent être atteints avec les jours de service accomplis. Nous souhaitons prévoir des clauses excluant certaines affectations et, dans l'autre sens, une clause du besoin dans la procédure de reconnaissance des établissements d'affectation. Nous souhaitons réduire modérément la durée du service civil, améliorer la capacité de mobilisation du service civil et augmenter sa capacité d'action par des mesures de conduite et de formation. Nous souhaitons transférer la compétence décisionnelle à la commission d'admission et décharger la commission de reconnaissance des travaux opérationnels de reconnaissance des établissements d'affectation pour la concentrer sur ses tâches stratégiques. Enfin, nous souhaitons intégrer dans la loi au sens formel des dispositions figurant aujourd'hui dans les ordonnances.

Il est enfin important de relever que la réforme de l'armée n'exerce une influence sur le service civil que pour quatre points. Les dispositions qui exigent impérativement une révision sont celles qui concernent les limites d'âge pour le service civil et le passage à la protection civile. De plus, l'admission au service civil doit être coordonnée avec la nouvelle formule de recrutement d'«Armée XXI», et il faut offrir la possibilité aux personnes astreintes au service civil d'accomplir leur service en une seule fois.

Aurons-nous dû attendre que la révision de la loi fédérale sur l'armée et l'administration militaire soit accomplie pour procéder à la révision de la loi fédérale sur le service civil? Non, car pour ce qui est du passage à la protection civile, du recrutement et de la possibilité de la période d'affectation unique, ces points de la réforme de l'armée sont incontestés. Par ailleurs, les limites d'âge sont fixées dans la LAAM et non dans la présente loi. Il est donc tout à fait possible de prendre déjà des décisions sur ces points, vu qu'ils ne seront guère remis en cause par les délibérations et les décisions relatives à la réforme de l'armée. Enfin, si la présente loi est révisée, elle entrera en vigueur en même temps que la LAAM révisée au 1er janvier 2004.

Nous vous invitons à entrer en matière et à rejeter la proposition de renvoi Wiederkehr.

M. Eggly s'est exprimé sur la proposition de renvoi qui souhaite que la commission reprenne ses travaux et élargisse encore l'examen de certaines notions. On a dit tout à l'heure que cette loi dans l'ensemble donnait satisfaction. Nous partageons cette appréciation et nous ne pensons pas qu'en poursuivant des travaux théoriques qui approchent du noyau central de la philosophie de l'homme, des rapports entre la morale et l'homme, nous apportions une solution pratique à un problème qui a une haute portée morale, mais qui doit finir par trouver une solution pratique.

Abstimmung – Vote

Für Eintreten 132 Stimmen

Dagegen 27 Stimmen

La présidente (Maury Pasquier Liliane, présidente): Nous nous prononçons sur la proposition de renvoi Wiederkehr.

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif: Beilage – Annexe 01.060/2058)

Für den Antrag Wiederkehr 98 Stimmen

Dagegen 63 Stimmen

Günter Paul (S, BE): Ein Wort an die SVP-Fraktion, die jetzt mit uns für die Rückweisung gestimmt hat. Die Rückweisung enthält einen Auftrag, Herr Schluer: Der Auftrag besteht darin, den Tatbeweis zu prüfen.

Schluer Ulrich (V, ZH): Als Grundlage dieses Gesetzes existiert ein Verfassungsauftrag. Daran kommen wir nicht vorbei.

Fehr Mario (S, ZH): Herr Schluer hat Recht. Ich glaube aber nicht, Herr Schluer, dass man einen Rückweisungsantrag nachträglich uminterpretieren kann. Die Kommission wird jetzt tatsächlich prüfen müssen, wie sie den Tatbeweis in die Tat umsetzen kann. Damit wird vielleicht eine Verfassungsänderung verbunden sein. Die Kommission wird aber so oder so prüfen müssen, wie sie dieser unseligen Gewissensprüfung ein Ende machen kann. Wir danken Ihnen herzlich, dass Sie uns dabei unterstützt haben.

Leu Josef (C, LU): Als Präsident der Sicherheitspolitischen Kommission unseres Rates möchte ich hier festhalten, dass mit Bezug auf die «Armee XXI» prioritär die Einhaltung des Zeitplanes im Vordergrund steht. Wann wir diese Prüfung des Zivildienstgesetzes an die Hand nehmen können, kann ich im Moment noch nicht beurteilen. Es muss auch sauber abgeklärt werden, ob die nötige Verfassungsgrundlage vorhanden ist, um in die Richtung des Antrages von Herrn Wie-

derkehr zu gehen. Wenn dies nicht der Fall wäre, würden wir der ganzen Sache des Zivildienstgesetzes wirklich einen sehr schlechten Dienst erweisen.

Die Beratung dieses Geschäftes wird unterbrochen
Le débat sur cet objet est interrompu

Schluss der Sitzung um 12.05 Uhr
La séance est levée à 12 h 05